

Plus d'une soixantaine de collectifs de radios libres ont participé ce week-end à Longwy, au rassemblement européen appelé par *Radio SOS-Emploi*. Malgré la présence de radios étrangères, cette rencontre a été largement influencée par la persistance des querelles internes au mouvement français. Toutefois, l'ensemble des radios présentes s'est finalement retrouvé sur un texte et des initiatives communes.

Face à la répression-brouillage, inculpations, saisies — les radios libres françaises et européennes allaient-elles saisir l'occasion de s'unir, que leur fournissait l'initiative de *SOS-Emploi* ?

tre a débouché sinon sur une réunification, du moins sur des initiatives communes tant nationales qu'euro-péennes.

A cela, plusieurs raisons. L'urgence, d'abord : le brouillage sévit presque

# PLUSIEURS INITIATIVES COMMUNES SONT DECIDEES

et d'autre, contradictions et positions discutables ne manquent pas. C'était la première rencontre de l'ensemble des radios depuis un an : pas question de s'être retrouvé pour rien.

Enfin, les délégations

euro-péenne des radios libres a été adoptée ; des émissions communes sont envisagées dans le Nord et à Paris et dès le 17 novembre toutes les radios libres sont invitées à la journée nationale des radios belges.

En France, les radios libres ont prévu une journée nationale vers le 11 novembre axée sur la lutte des comités de soldats ; une campagne contre le brouillage ; des rencontres avec les syndicats de TDF ; une fête des radios. Enfin, une coordination de l'ensemble des radios libres devrait se tenir prochainement. Outre ces actions, un texte reprend d'ores et déjà les positions communes des radios françaises et propose qu'un moratoire de trois ans permette la poursuite de l'expérience des radios libres et l'arrêt de la répression.

Certes, derrière le consensus apparent, le contentieux n'a pas disparu, bien des ambiguïtés subsistent, notamment à propos de l'attitude récente du Parti socialiste envers les radios libres. Cependant, à partir de l'accord obtenu ce week-end, le débat se mènera peut-être désormais de façon plus constructive, en s'appuyant sur l'expérimentation concrète des radios libres, et la lutte contre la répression

doit en être rendue plus efficace.

De notre envoyé spécial  
Claude ANCHER

Nous reviendrons plus en détail sur le contenu des débats de Longwy dans notre édition datée de vendredi.



Une vue de l'assemblée générale des radios libres réunies à Longwy ce week-end.

Pendant longtemps, on a pu en douter : les divergences — réelles ou supposées — entre les deux organisations françaises, l'ALO et la Fédération donnant lieu à plus de polémiques stériles que de débats constructifs. Néanmoins, cette rencon-

partout, peu de radios émettent régulièrement, la menace d'asphyxie est réelle.

Ensuite, de nombreux collectifs en ont assez des joutes oratoires affectées par les dirigeants des organisations concurrentes. D'autant que de part

étrangères ont contribué à recentrer le débat sur la recherche de débouchés concrets.

Au niveau européen, un bureau de liaison est chargé d'organiser une prochaine réunion internationale, plus large que celle de Longwy. Une Charte

## La réunion de Longwy vue par un animateur de *SOS-Emploi*

*Voici, recueilli à chaud, le point de vue de Felix qui a eu la responsabilité d'animer les débats de ces deux journées.*

«On attendait beaucoup de la dimension européenne de cette réunion. Mais finalement cela s'est révélé très difficile : on n'a pas pu éviter que réapparaissent les clivages entre les deux organisations de radios libres françaises.

Malgré tout, on a vu quand même des possibilités de s'entendre sur des points fondamentaux pour les radios.

D'abord, on est tous d'accord contre le monopole. Ensuite, nous reconnaissons mutuellement notre droit à la diversité, à la différence : en ce qui concerne le support technique, militant, associatif, le principe de fonctionnement et de financement, etc... Ce n'est pas encore le moment de trancher sur ces questions, laissons les radios s'organiser selon les possibilités et les sensibilités locales.

Troisièmement. Créons un rapport de forces, pour les radios libres, au plan local par tous les moyens, faisons parler de nous, ne négligeons aucune démarche intéressante (par exemple, avec des comités de soldats) allons vers ceux qui n'ont jamais la possibilité de s'exprimer. Créons aussi le rapport de forces national et international avec des initiatives d'ensemble. Il faut montrer à l'opinion publique, aux forces sociales et politiques que les radios libres existent et qu'elles doivent obtenir le droit d'exister de ne plus subir la répression.

Un dernier point enfin qui nous tient à cœur : on se refuse à toute soumission aux forces institutionnalisées, dites représentatives.